Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/GDF-Suez-gagne-le-Public-Eye-Awards-2010-comme-l-entreprise-la-plus-irresponsable-en-matiere-d-environnement>

GDF-Suez gagne le « Public Eye Awards' 2010 » comme l'entreprise la plus irresponsable en matière d'environnement

Date de mise en ligne : jeudi 14 janvier 2010

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Communiqué de presse

Paris, le 14 janvier 2010

La multinationale française GDF Suez en butte à la critique internationale pour son rôle majeur dans la construction d'un barrage controversé en Amazonie brésilienne. GDF Suez a été nommée au « **Public Eye Awards** » 2010 couronnant l'entreprise la plus irresponsable en matière d'environnement.

Une coalition d'organisations de la société civile du Brésil, de France et des États-Unis a adressé cette semaine une lettre à M. Gérard Mestrallet, président de GDF Suez, dénonçant la participation de sa compagnie à la construction du barrage hydroélectrique controversé de Jirau, sur le rio Madeira, en Amazonie brésilienne.

Les organisations signataires dénoncent les graves impacts socio-environnementaux et les risques liés au barrage de Jirau et en attribuent la responsabilité directe à GDF Suez en tant qu'actionnaire majoritaire dans le consortium d'entreprises chargé de sa construction. En raison de son implication dans ce projet, GDF Suez a été présélectionnée comme l'une des entreprises mondiales les plus irresponsables sur les plans social et écologique pour le prix « **Public Eye Award** » 2010 qui sera décerné le 27 janvier prochain à Davos.

Jirau est le plus grand programme hydroélectrique en cours dans les Amériques et le projet de GDF Suez le plus destructeur de l'environnement. Selon les signataires, « GDF Suez et ses filiales ont fait preuve d'un manque de vigilance au cours des phases de planification et de construction du barrage de Jirau, ainsi que d'un flagrant mépris des droits humains et de la protection de l'environnement, qui relèvent de la responsabilité juridique et éthique de l'entreprise ».

Parmi les violations des droits humains perpétrées par le consortium, figurent l'absence de consentement libre, préalable et informé des communautés indigènes locales ainsi que la non prise en compte de la présence, à proximité du site du barrage, de groupes d'Indiens isolés extrêmement vulnérables aux contacts extérieurs et qui seront directement affectés par les impacts du projet. Par ailleurs, la destruction de l'environnement que générera le barrage de Jirau aura des répercussions importantes sur les communautés riveraines du bassin du Madeira - partagé par le Brésil, la Bolivie et le Pérou - en inondant les forêts, dévastant les stocks de poissons et détruisant de manière irréversible les moyens de subsistance des populations locales.

« GDF Suez ne tient pas compte de nos communautés tout comme il ne respecte pas la rivière », a déclaré Océlio Munoz, un dirigeant local du Mouvement des Peuples Affectés par les Barrages. « Nos vies sont détruites par un modèle de développement qui traite le fleuve et la terre comme des marchandises. »

Si la responsabilité de GDF Suez, dont la participation est majoritaire dans le consortium de construction du barrage de Jirau, est pleinement engagée, le gouvernement français, actionnaire à 36 % de la compagnie, ne peut dénier la sienne. Selon Jean-Patrick Razon, directeur de Survival International France : « Il est scandaleux que le gouvernement français utilise des fonds publics pour financer une entreprise honteusement responsable de la destruction d'une importante rivière amazonienne et d'une région d'une exceptionnelle diversité biologique et socio-culturelle. En outre, ce projet menace gravement les groupes d'Indiens isolés - les peuples les plus vulnérables de la planète - qui vivent dans la région et dont la survie se situe au premier rang de nos préoccupations car ils seront chassés de leurs terres et exposés à des maladies contre lesquelles ils n'ont aucune immunité ».

Jean-Patrick Razon a indiqué qu'une copie de la lettre à M. Gérard Mestrallet a été adressée au président Sarkozy ainsi qu'à plusieurs membres du gouvernement français les exhortant « à s'assurer que les questions et les recommandations formulées par les organisations signataires recevront une réponse adéquate de la part des plus hauts responsables de l'administration de la compagnie ».

Au rythme actuel, le barrage de Jirau devrait déplacer des milliers de familles riveraines et mettre en danger de larges pans de forêts, y compris des aires protégées. La construction du barrage menace également d'extinction des centaines d'espèces de poissons migrateurs. De plus, la végétation en décomposition et la déforestation entraînées par le projet contribueront de manière significative à l'émission de dioxyde de carbone et de méthane. Actuellement, la déforestation des zones tropicales est, au niveau mondial, la plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre.

La coalition des organisations de la société civile appelle GDF Suez à suspendre immédiatement toute activité liée à la construction du barrage de Jirau sur le rio Madeira. GDF Suez et ses partenaires du consortium « Energia Sustentável » sont actuellement passibles d'amendes pour déforestation illégale et sont co-accusés dans une affaire civile intentée au Brésil par le Ministère public de l'État, le Ministère public fédéral (Ministério Público) ainsi que par des organisations non-gouvernementales.

L'annonce des lauréats du « Public Eye Award » aura lieu au cours d'une conférence de presse à Zurich le 14 janvier et une vidéo sur les activités de GDF Suez sur le rio Madeira sera mise en ligne à la même date sur le site : <http://trailer.publiceye.ch/en/>.

Contacts :

Au Brésil :

Amigos da Terra - Amazônia Brasileira

► Roland Widmer : + 55 11 3887 9369

roland.widmer@amazonia.org.br

Associação de Defesa Etnoambiental Kanindé

► Telma Monteiro : + 55 11 46832157

kaninde@kaninde.org.br

En France : Survival International

► Jean Patrick Razon : + 33 1 4241 4762

jp@survivalfrance.org

Aux Etats Unis : Amazon Watch

► Christian Poirier : + 1 510 6667565 - christian@amazonwatch.org,

► Ruxandra Guidi : 1 415 487 9600} - ruxandra@amazonwatch.org